



MAGAZINE
DENVER, VILLE SANCTUAIRE
DES MIGRANTS

idées

“ Le système international à l'épreuve
de la défection américaine ”

Le Monde WEEK-END

SAMEDI 1^{ER} MARS 2025 - 81^{ÈME} ANNÉE - N° 24934 - 5,50 € - FRANCE MÉTROPOLITaine - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

A69 : les travaux arrêtés au nom de l'éologie

► Le tribunal administratif de Toulouse a annulé, jeudi, l'autorisation environnementale de l'A69, un projet autoroutier entre Castres et Toulouse

► Sept ans après le décret de déclaration d'utilité publique et deux ans après le début du chantier, les travaux, déjà largement commencés, sont mis à l'arrêt

► Pour le tribunal, les bénéfices attendus du projet sont « trop limités » pour justifier les « dérogations à l'interdiction de porter atteinte » à l'environnement

► Cette victoire des opposants est un camouflet pour l'Etat et pour le concessionnaire Atosca, selon qui 300 millions d'euros ont déjà été engagés

► Le ministère des transports a annoncé faire appel de la décision et souhaiter dans l'intervalle la reprise du chantier

PAGE 14

FRANÇOIS HOLLANDE
« DONALD TRUMP
N'EST PLUS
NOTRE ALLIÉ »

► Pour l'ancien chef de l'Etat, le mandat du président américain marque « une rupture profonde »
► « L'offensive de Trump n'est pas qu'économique, elle est aussi idéologique et impériale », estime-t-il

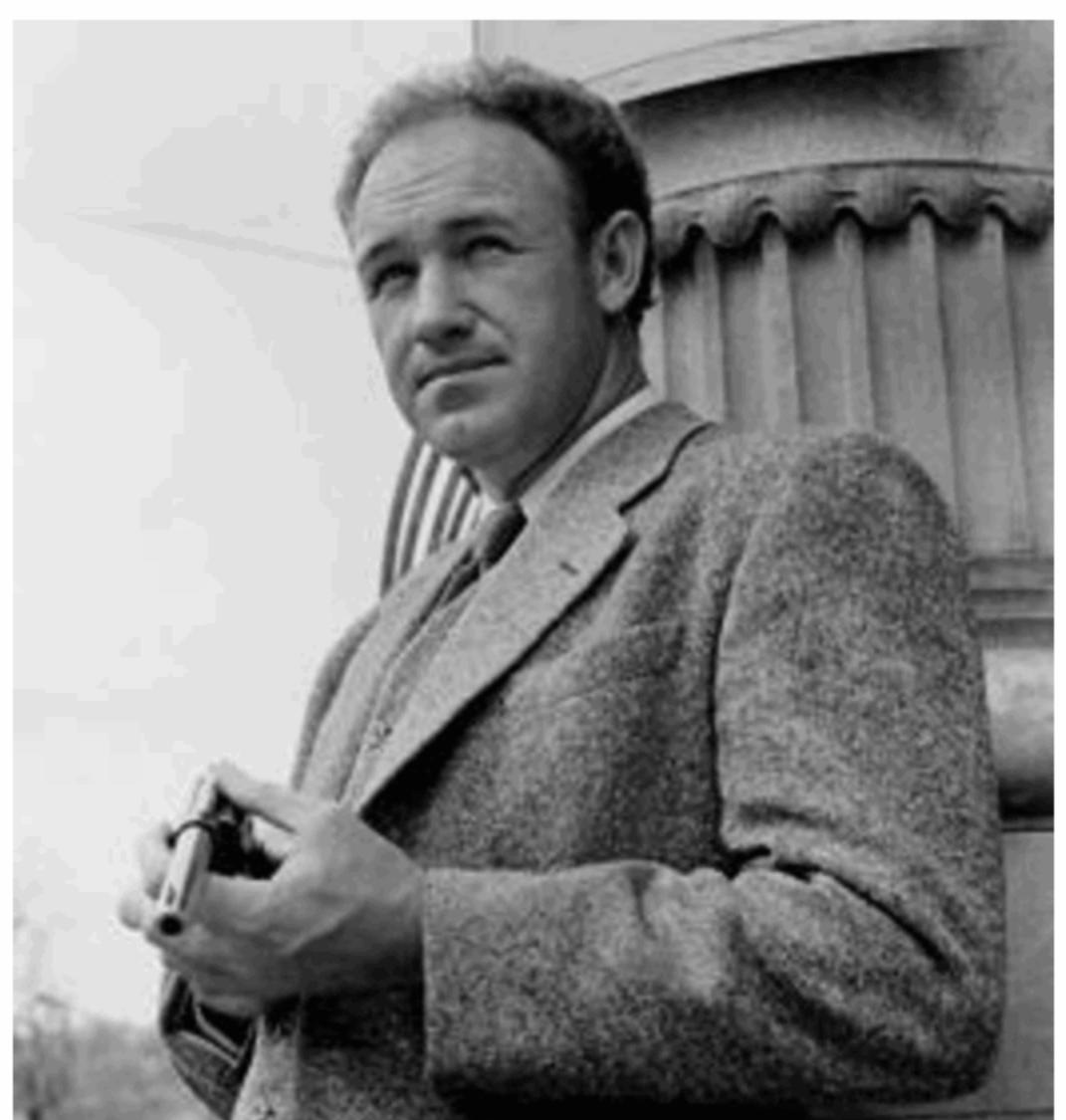
► Face au Britannique Keir Starmer, Trump a réaffirmé sa « confiance » en Vladimir Poutine

PAGE 15 ET PAGES 2 ET 3



Dans ses bureaux,
à Paris, le 27 février.
KAMIL ZIHNOGLU POUR « LE MONDE »

Disparition Gene Hackman,
figure du Nouvel Hollywood



Dans le film « Bonnie and Clyde », en 1967. ABACA

L'ACTEUR AMÉRICAIN, star de French Connection et de Conversation secrète, retiré des écrans depuis plus de vingt ans, a été re-

Justice
Dans la famille Le Scouarnec, un roman familial et de noirs secrets

Au procès de l'ex-chirurgien Joël Le Scouarnec, les témoins dressent le portrait d'une famille hantée par les violences sexuelles

PAGE 17

Biodiversité
La COP16 arrache un accord sur les financements

PAGE 14

Le Monde des vins
Révolution blanche dans les vignobles français

SUPPLÉMENT

ÉDITORIAL
C8 : L'INSIDIEUX DÉBAT SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION
P. 36 ET ÉCONOMIE P. 21

Syrie
Mobilisation contre la « zone de sécurité » voulue par Israël

Benyamin Nétanyahou a réclamé la « démilitarisation complète » de trois provinces du Sud syrien, et a assuré qu'Israël protégerait les Druses. Des annonces accueillies par des manifestations

PAGE 6

Transports
La SNCF dégage des bénéfices dans un climat d'inquiétude

Alors que les syndicats s'alarment du remplacement, au printemps, du PDG sortant, Jean-Pierre Farandou, l'entreprise a annoncé un résultat net positif de 1,6 milliard d'euros en 2024

PAGE 20



GUERRE EN UKRAINE

Trump persiste à faire « confiance » à Moscou

Recevant le premier ministre britannique, le président américain s'est montré plus conciliant à l'égard de Kiev

WASHINGTON - correspondant

Semaine diplomatique intense à la Maison Blanche. Trois jours après la visite d'Emmanuel Macron, le premier ministre britannique, Keir Starmer, est venu à son tour à Washington, jeudi 27 février, pour tenter de circonscrire le feu transatlantique. Celui-ci a été déclenché par la reprise de contacts bilatéraux entre l'administration Trump et le Kremlin, en donnant le sentiment de mépriser à la fois le sort de l'Ukraine et celui des Européens. A la veille de la venue en ces mêmes lieux du président Volodymyr Zelensky, afin de conclure un accord sur l'exploitation des ressources minières du sol ukrainien, Donald Trump s'est réjoui de cette avancée, prioritaire à ses yeux. Ce texte, rééquilibré par rapport à sa version initiale très défavorable à Kiev, « va offrir la base pour une future relation plus durable entre les Etats-Unis et l'Ukraine, qui stimule la prospérité à long terme et aidera les Ukrainiens à reconstruire leur pays », a-t-il assuré.

La paix par l'économie : ainsi semble se présenter l'équation avec Moscou, selon le président américain, pour mettre un terme à la « spirale de la mort » en Ukraine. « Je le soutiens », a-t-il dit au sujet de l'article 5 de la Charte de l'OTAN, qui prévoit une solidarité entre membres de l'Alliance en cas d'attaque. Donald Trump était aussi mieux disposé à l'égard de Volodymyr Zelensky, qu'il avait qualifié de « dictateur » avant que leurs positions ne se rapprochent sur les minerais. « J'ai dit ça ? Je n'arrive pas à croire que j'ai dit ça. Question suivante... »

Le président américain a semblé soudain plus conciliant envers son homologue ukrainien. « On veut travailler avec lui », a-t-il dit, sans mentionner de nouvelles élections. Il a aussi expliqué que, dans le cadre des négociations, il tenterait de récupérer « le plus de territoire possible », au profit de Kiev, sans en citer aucun. Enfin, Donald Trump s'est engagé à préserver « la relation spéciale » et « l'amitié unique » entre Washington et Londres et s'est réjoui de l'invitation du roi Charles III, sous la forme d'un courrier, pour une visite officielle au Royaume-Uni.

Derrière ces mots en apparence plus apaisés, Donald Trump n'a pas changé les termes de son approche dans la quête d'un cessez-le-feu, puis d'un accord de paix. Comme chaque jour, il a été interrogé, jeudi, sur la valeur qu'il accordait à la parole de Vladimir Poutine. « J'ai confiance que si nous passons un accord, il tiendra », a dit le président américain, en ajoutant : « Faire confiance et vérifier, appelons ça comme ça. » Ce proverbe avait été popularisé par Ronald Reagan dans les années 1980, pour décrire ses relations avec les dirigeants soviétiques.

A ses côtés, Keir Starmer affichait un contraste de style saisissant, tel un personnage politique effacé mais décant, venu d'une époque révolue, cherchant à éviter toute question minée. Il répondait tout de même à une remarque du vice-président américain, J. D. Vance, au sujet du problème de la liberté d'expression dans son pays. « Nous avons la liberté d'expression en Grande-Bretagne de-



David Lammy, ministre des affaires étrangères britannique, lors de la rencontre entre Keir Starmer et Donald Trump, à Washington, le 27 février. CARL COURT/AFP

puis très longtemps. J'en suis très fier », nota le premier ministre.

La priorité de Keir Starmer était double, lors de cette rencontre avec Donald Trump : plaider, dans le sillage d'Emmanuel Macron, en faveur de garanties de sécurité américaines en Ukraine, et empêcher une escalade bilatérale dans les taxes douanières. Il n'y eut pas d'avancée sur le premier point. Sur le second, Keir Starmer a annoncé qu'un accord commercial bilatéral pourrait émerger, focalisé sur les nouvelles technologies.

POSITIONNEMENT BRUTAL

Devenu chef du gouvernement en juillet 2024, Keir Starmer s'est montré plus avenant et ouvert avec les partenaires européens, mais il ne s'est pas risqué à soutenir des politiques communes spécifiques. La question européenne demeure très sensible pour les travaillistes. Le gouvernement Starmer, suivant la défiance américaine, a refusé par exemple de signer le communiqué final du sommet de Paris sur l'intelligence artificielle (IA), le 11 février. Le texte appelait à ce que l'IA soit « ouverte, inclusive, transparente, éthique, sécurisée ».

Mais le positionnement brutal de Donald Trump sur l'Ukraine – consistant à formuler

LA PRIORITÉ DE KEIR STARMER ÉTAIT DOUBLE : PLAIDER, EN FAVEUR DE GARANTIES DE SÉCURITÉ AMÉRICAINES EN UKRAINE, ET EMPÊCHER UNE ESCALADE BILATÉRALE DANS LES TAXES DOUANIÈRES

dès le départ des interdictions pour ce pays, comme l'adhésion à l'OTAN, lui imposant un accord sur ses ressources minières, et courtisan Moscou pour une reprise du dialogue diplomatique – a suscité un électrochoc à Londres. La visite à Bruxelles du secrétaire américain à la défense, Pete Hegseth, le 12 février, n'a pas arrangé les choses. Ce dernier a averti que son pays ne pouvait plus être « focalisé en priorité sur la sécurité de l'Europe ».

Le Royaume-Uni ne compte pas renoncer à sa relation privilégiée avec les Etats-Unis, mais il est dorénavant saisi par le sentiment d'un abandon progressif, comme si le passé pesait peu. Dès lors, de façon non calculée, Donald Trump favorise un lent rapprochement entre les Britanniques et les autres Européens. L'insularité a moins de charme lorsque la sécurité nationale paraît en cause.

Ce rapprochement sur les questions de défense a été évident ces dernières semaines, lorsque Londres et Paris ont travaillé de concert sur une proposition de « force de réassurance » européenne, à déployer en Ukraine. Loin de la ligne de front, composée potentiellement de 20 000 à 30 000 hommes, elle servirait à assurer la sécurité des structures vitales ukrainiennes (énergie, transport, etc.). Mais les Européens estiment que sans

le soutien américain, cette mission n'aurait pas les moyens d'être efficace et respectée. « Nous devons gagner la paix. L'histoire doit être du côté de la victime et non de l'agresseur. Les enjeux sont extrêmement élevés et nous sommes prêts à travailler ensemble pour un accord vraiment juste », a précisé le premier ministre britannique.

Jeudi, Donald Trump a parlé des enjeux de sécurité sur le Vieux Continent d'un ton bâdin, nonchalant. Ce fut frappant lorsqu'il fut interrogé sur l'hypothèse d'attaques russes contre des soldats britanniques déployés en Ukraine. Les Etats-Unis viendraient-ils à leur secours ? « Les Britanniques sont d'incroyables soldats, a dit le président américain. Une armée incroyable, et ils peuvent prendre soin d'eux-mêmes. Mais s'ils ont besoin d'aide, je serai toujours avec les Britanniques, ok ? » Et Keir Starmer de sauter sur l'occasion pour louer, entre les deux pays, « la plus forte alliance pour la prospérité et la paix que le monde ait connue ». Donald Trump l'interrompt, d'un sarcasme interrogateur : « Vous pourriez affronter seuls la Russie ? » Abaisser les alliés, flatter les rivaux.

L'augmentation annoncée des dépenses militaires britanniques de 2,3 % à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) du pays à compter d'avril 2027 a été accueillie avec satisfaction à Washington. Donald Trump ne cesse de se plaindre de l'effort déséquilibré au sein de l'OTAN entre les Etats-Unis et les Européens, alors que ces derniers ont consenti des progrès importants ces dernières années. Mais le président américain dit qu'il aimerait porter le seuil minimum de 2 % du PIB à « 4 %, 5 % ».

Donald Trump a d'abord prétendu que la Russie était d'accord avec le principe d'un déploiement européen, mais Moscou a nié, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Interrogé une énième fois sur ce point le 26 février, le président américain n'a pas masqué son irritation. « Une fois qu'on aura fait la paix, je vous donnerai toutes les réponses que vous voulez. Mais combien de fois pouvez-vous me poser la même question ? » Jeudi, une nouvelle fois, Donald Trump a substitué les garanties de sécurité par des investissements économiques, comme si ces derniers suffisaient. Dans sa logique, l'accord sur les ressources minières qui doit être signé avec Volodymyr Zelensky garantit une présence américaine importante en Ukraine, qui dissuaderait toute nouvelle attaque russe. ■

PIOTR SMOLAR

Des propagandistes du Kremlin désormais en faveur d'un cessez-le-feu

LARGEMENT DIFFUSÉE sur les chaînes Telegram russes, une vidéo de propagande évoquant la perspective d'un arrêt de la guerre en Ukraine a suscité le malaise parmi les blogueurs militaires pro-Kremlin qui veulent la poursuite de l'invasion, au moins jusqu'à Kiev. Posté samedi 22 février, par la chaîne Telegram Pool N3, le clip montre un homme âgé assis dans sa cuisine, discutant avec sa femme des nouvelles du front au Donbass, où l'armée russe grignote lentement du terrain au prix de lourdes pertes. « Il leur faut un mois pour prendre chaque village ! Ils font du surplace. Ça va durer combien de temps ? Ça fait longtemps qu'on aurait dû leur balancer une bombe nucléaire... », vocifère l'époux.

Sa femme acquiesce. Décidément l'invasion traîne trop en longueur. « Où est Kiev ? », déplore-t-elle, faisant allusion à la prise de la capitale ukrainienne, présentée jadis par le prési-

dent russe, Vladimir Poutine, comme son principal but de guerre. Pour apaiser son mari hors de lui, elle ajoute : « Tout le monde en ce moment parle d'un marché en coulisses. » Le « marché » en question désigne en fait l'accord de cessez-le-feu que le président américain, Donald Trump, veut conclure en bilatéral avec son homologue russe, Vladimir Poutine. « Ils sont maintenant d'accord, et nous allons pouvoir rentrer chez nous », disent, dans une autre scène du clip, deux soldats sur le front.

« Une rupture avec le récit initial »

L'éventualité d'un prochain arrêt des hostilités, qui plus est à l'initiative des Américains, donne la nausée aux blogueurs militaires russes, convaincus que la victoire est à portée de main et qu'il faut continuer à tirer davantage de drones et de missiles balistiques. Certains d'entre eux ont tellement été

abasourdis par la vidéo qu'ils y ont vu une possible intox des services secrets ukrainiens, destinée à démolir les troupes.

En réalité, elle est sortie tout droit du laboratoire de propagande du Kremlin. Postée par Pool N3, la chaîne Telegram de Dmitri Smirnov, journaliste accrédité auprès de la présidence russe, cette vidéo est un message que les autorités tentent de faire passer auprès des va-t-en-guerre pour leur faire accepter un arrêt des hostilités qui n'a rien d'une victoire. Aucun des buts de guerre n'ayant été atteint, ni la prise de la capitale ni le renvoi du « régime nazi de Kiev », il est difficile aujourd'hui de convaincre les militants pro-guerre que tous les sacrifices consentis l'ont été pour finalement inviter les Américains à exploiter les ressources minières du sous-sol russe, ce que Vladimir Poutine a proposé récemment.

« C'est une rupture avec le récit initial fait par les médias russes depuis le début de l'opération spéciale », a constaté la chaîne Telegram Deux Majors, en repostant le clip, comme l'ont fait la plupart des chaînes inféodées au Kremlin. Autre changement de ton. Si, au début de la guerre, Margarita Simonyan, la rédactrice en chef de Russia Today, le média phare du régime russe, enflammait l'auditoire avec ses appels à écraser l'Ukraine, son discours est tout autre depuis le réchauffement des relations avec Washington. « Moi, j'aurais aimé qu'on prenne Kiev, Odessa, Kharkiv et tout le reste, mais en réalité, ce sur quoi on peut s'entendre avec Trump, c'est de garder les territoires qui sont les nôtres, on s'arrête à la ligne de front », a-t-elle déclaré dans une interview publiée le 20 janvier, convaincue qu'il faut s'appuyer sur « la réalité et non sur les rêves ». ■

MARIE JÉGO

Désinformation : « Pour les Russes, le rêve devient réalité »

La spécialiste ukrainienne de la propagande russe, Liubov Tsybulska, décrit l'« énorme choc » à Kiev en entendant Trump tenir le même discours que Poutine

ENTRETIEN

Liubov Tsybulska, spécialiste de la désinformation russe, est directrice de l'ONG ukrainienne Join Ukraine, et ex-directrice du Centre pour les communications stratégiques et la sécurité de l'information, à Kiev. Elle analyse l'opinion ukrainienne à la veille de la visite du président Zelensky à Washington.

Donald Trump a accusé l'Ukraine d'avoir commencé la guerre et a qualifié Zelensky de « dictateur ». Comment réagissent les Ukrainiens ?

C'est un énorme choc. Ce qui est effrayant, c'est que ce ne sont plus seulement la Russie et ses alliés qui diffusent de la désinformation, mais aussi les Etats-Unis, alors qu'ils étaient notre meilleur allié. Aujourd'hui, le président de la plus puissante démocratie répète la propagande russe. Com-

ment Trump peut-il dire que l'Ukraine a attaqué la Russie ? Aux Etats-Unis, les faits sont désormais remplacés par des mensonges et de la confusion.

Nous avons été attaqués par la Russie, nous savons qu'elle est notre ennemie. Mais être attaqué par un président américain est quelque chose de très nouveau pour nous. Trump va même plus loin que Poutine, qui affirme que Zelensky est « illégitime » mais ne l'a pas qualifié de « dictateur ». Quand un pays qui partage vos valeurs sur la démocratie, la liberté et les droits de l'homme répète les mensonges russes et diffuse des récits encore plus extrêmes, c'est vraiment choquant. Pour les Russes, le rêve devient réalité : un président américain répète leur propagande.

Quelles conséquences ce discours a-t-il ?

La désinformation a considérablement augmenté, parce que les propos du gouvernement améri-

cain, qui amplifie la propagande russe, sont beaucoup plus médiatisés en Occident. Cela a aussi un effet très démoralisant sur les Ukrainiens. Aujourd'hui, la phrase que j'entends le plus souvent en Ukraine, c'est : « Nous nous sommes réveillés dans un monde nouveau, sans règles. »

La propagande russe a-t-elle évolué depuis le retour de Trump à la Maison Blanche ?

Elle est globalement assez constante. Mais, ces dernières semaines, elle répète que les alliés de la Russie sont forts et que l'Ukraine est faible. On sent aussi que la Russie a des relations plus chaleureuses avec les Etats-Unis, parce qu'elle ne les tance pas, alors que sous [l'ex-président américain] Joe Biden, les critiques étaient permanentes. La propagande russe ridiculise aussi notre gouvernement, martèle qu'il est nécessaire d'organiser des élections, et que l'Ukraine ne veut pas

la paix. C'est faux, évidemment. Nous sommes prêts à négocier, mais on veut une paix réelle, et être impliqués dans ce processus. Nous avons déjà eu des cessez-le-feu, avec les accords de Minsk 1 [en 2014] puis Minsk 2 [en 2015]. Les Russes les ont toujours violés. On connaît la Russie, elle ne respecte jamais ses promesses. Jamais. Mais le pire, dans ces tractations géopolitiques, c'est qu'on oublie l'essentiel : que l'Ukraine est un pays souverain et indépendant, que les Russes ont tué et torturé d'innombrables Ukrainiens, et que des milliers d'enfants ont été kidnappés et transférés de force en Russie. Il est très important que les responsables politiques et les médias ne perdent pas cela de vue.

Comment la propagande russe évoque-t-elle le cessez-le-feu ?

Il n'y a pas un seul indicateur montrant que la Russie veut un cessez-le-feu ou des négociations de paix. Ils disent vouloir prendre le plus de territoire possible. Ils envoient des tonnes de drones et de missiles sur l'Ukraine, parce que c'est peu cher et efficace [la Russie a lancé 267 drones contre l'Ukraine le 23 février, un record depuis le début de l'invasion]. Ils envoient des drones avec et sans charge explosive afin d'épuiser notre défense antiaérienne, y compris les intercepteurs Patriot fournis par les Etats-Unis, parce qu'ils savent qu'on est à court de ce système de missiles. Et désormais, les Etats-Unis vont peut-être complètement arrêter de nous en fournir.

Les Russes veulent nous éreinter jusqu'à ce qu'on réclame la fin des hostilités de quelque manière que

« COMMENT TRUMP PEUT-IL DIRE QUE L'UKRAINE A ATTAQUÉ LA RUSSIE ? AUX ÉTATS-UNIS, LES FAITS SONT REMPLACÉS PAR DES MENSONGES ET DE LA CONFUSION »

ce soit. A Kiev, il n'y a plus une seule nuit sans attaque de drones.

Vos soutiens américains se font-ils entendre aujourd'hui ?

Nous avons l'impression qu'ils sont un peu muets bien que quelques voix se distinguent. Il leur faudra sans doute du temps pour s'unir contre ce que dit Trump.

Nous faisons la distinction entre la population américaine d'une part, Elon Musk et Donald Trump d'autre part. Nous sommes très reconnaissants envers le peuple américain. Dès le premier jour de l'agression russe, nous avons su qu'ils étaient de notre côté.

Ce qui est ironique, c'est que la propagande russe nous accuse depuis des années d'être des nazis – ce qui est faux, les mouvements d'extrême droite ukrainiens n'ayant jamais réussi à entrer au Parlement. Or, aujourd'hui, des hauts dirigeants américains diffusent des propos d'extrême droite et font des gestes nazis, mais la Russie ne dit rien...

Les Russes disent-ils vouloir attaquer d'autres pays ?

Les Russes disent ouvertement qu'ils ne s'arrêteront pas là, et ci-

tent la Pologne et les pays baltes comme prochaines cibles. Ils disent aussi beaucoup de choses négatives sur l'Allemagne. Le moment est crucial. L'Europe entière doit faire très attention et être plus unie que jamais face à cette espèce d'alliance bizarre entre les Etats-Unis et la Russie. Nos valeurs et la sécurité sont menacées. Si la Russie réussit en Ukraine, qu'est-ce qui l'empêcherait d'aller plus loin ? Les Russes construisent leurs capacités militaires depuis des années, en particulier depuis trois ans. La guerre a énormément changé depuis le début de l'invasion, en février 2022. Elle est beaucoup plus fatale, en raison notamment de l'utilisation massive des drones, capables de détruire des tanks. L'Europe n'est peut-être pas assez consciente face à cette menace.

Quel est l'état d'esprit des Ukrainiens aujourd'hui ?

Au-delà du choc lié au discours de Trump, l'idée qui revient de plus en plus dans la société, c'est que personne ne pourra nous forcer à abandonner nos terres. Ceux qui n'ont aucune idée de cette guerre ne peuvent pas décider de notre destin.

C'est important d'avoir ce récit à l'intérieur du pays, car cela a des conséquences sur notre façon de combattre. Nous comprenons que nous allons nous battre aussi longtemps qu'il le faudra, parce qu'il n'y a rien de pire que le règne des Russes. Parce qu'ils tuent, torturent et violent, et qu'il vaut mieux combattre que de vivre sous leur occupation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FAUSTINE VINCENT



Turquie : Öcalan appelle à la dissolution du PKK

Alors que la stratégie d'Erdogan reste floue, rien ne dit que les jeunes militants kurdes vont rendre les armes

ISTANBUL - correspondant

En Turquie, une page de l'histoire contemporaine est peut-être en train de se tourner. Dans une lettre rendue publique, jeudi 27 février, Abdullah Öcalan, 75 ans, fondateur et chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a demandé à toutes ses unités de déposer les armes : probablement plusieurs milliers d'hommes et de femmes disséminés dans les montagnes d'Irak et du nord de la Syrie. Plus qu'un arrêt des combats, il a appelé à la dissolution de son organisation, une décision qui, si elle est suivie, pourrait ouvrir la voie d'une paix avec Ankara après quarante ans de guérilla, d'attaques et de représailles. Elle pourrait aussi avoir des conséquences politiques et sécuritaires considérables pour l'ensemble de la région.

Abdullah Öcalan – malgré son incarcération sur l'île-prison d'İmralı, en mer de Marmara – reste le visage incontournable de la cause kurde en Turquie. Son message était attendu depuis plusieurs jours. La date du 15 février avait été évoquée, mais le gouvernement turc s'y est opposé car elle correspondait à celle de son arrestation, le 15 février 1999, au Kenya, par les services secrets d'Ankara. Un message vidéo du leader a aussi été envisagé, mais, là encore, les autorités ont opposé un refus. C'est donc dans un hôtel du centre d'Istanbul, le Elite World Taksim, qu'une délégation de la formation de gauche pro-kurde, le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM), a lu, en kurde puis en turc, l'appel d'Abdullah Öcalan, sous une photo montrant le leader du PKK, le visage fermé, les cheveux blancs, une feuille blanche à la main, entouré des membres de la délégation du DEM.

Après avoir affirmé que l'émergence et le développement du PKK, fondé en 1978, provenaient d'un «dénier explicite de la réalité kurde [et de] la restriction des droits et libertés fondamentaux», il dit dans sa lettre lancer «un appel au dépôt des armes» et en assumer l'entièr responsabilité. Il y exhorte les combattants de son mouvement à convoquer un congrès, «comme le ferai volontairement toute communauté et tout parti moderne dont l'existence n'a pas été abolie par la force», en vue de la dissolution de l'organisation.

Respect des minorités ethniques

«J'adresse mes salutations à tous ceux qui croient en la coexistence entre Turcs et Kurdes»

ABDULLAH ÖCALAN
fondateur et chef du PKK

ques, liberté d'expression et droit à l'auto-organisation démocratique : «Le langage de l'époque de la paix doit être développé en fonction de cette réalité», écrit-il, ajoutant que la lutte armée a «fait son temps» et qu'il fallait y mettre un terme, parce que «le besoin d'une société démocratique est inévitable». Sans jamais avoir évoqué l'idée de fédéralisme, ou encore moins celles d'indépendance et d'autonomie, remises depuis des années, il conclut : «J'adresse mes salutations à tous ceux qui croient en la coexistence» entre Turcs et Kurdes.

Optimisme de courte durée

Dans l'hôtel Elite World Taksim, un groupe de militants kurdes plutôt âgés a applaudi à la lecture de l'appel à déposer les armes. Au même moment, des milliers de personnes se sont également rassemblées en dansant et en chantant dans les villes du sud-est, à Diyarbakir et Van, où la lecture du message d'«Apo» – «oncle» en kurde –, comme l'appellent ses fidèles, a été retransmise en direct. Des écrans géants ont aussi été dressés dans le nord de la Syrie et de l'Irak, où vit une forte minorité kurde.

Mais cet optimisme a été de courte durée. Dès l'appel diffusé, nombreux ont été les commentateurs à rappeler qu'il y a dix ans, en 2015, une trêve de deux ans entre le PKK et l'Etat turc avait imploré et entraîné une des pires séquelles de violences de ce long conflit. Plus de 7 000 personnes, dont des centaines de civils, sont mortes depuis. Elles sont plus de 40 000 au total, depuis le déclenchement de la guerre, en 1984, entre l'armée turque et l'organisation, classée comme terroriste par Ankara, Bruxelles et Washington. Pas moins de six cessez-le-feu ont été exigés par les dirigeants du PKK et autant ont volé en éclats.

L'autre point fragile aux yeux



Abdullah Öcalan (au centre), avec des membres du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples, à la prison d'İmralı (Turquie), le 27 février. HANDOUT/AFP

des Turcs est le peu de visibilité sur la manière dont l'organisation répondra à cet appel et comment celui-ci sera perçu par les militants kurdes. «Öcalan prend un grand risque», affirme le journaliste Irfan Aktan. Parce que non seulement, on ne sait pas comment les Kurdes d'Irak et de Syrie vont le suivre, mais aussi parce qu'on ne mesure pas de quelle manière les jeunes Kurdes de Turquie, très en colère à propos de la situation générale, réagiront.»

Après sa présentation, le député du DEM Sirri Süreyya Önder, qui a rencontré avec les autres membres de la délégation Abdullah Öcalan sur son île-prison à trois reprises depuis décembre, a lu une note supplémentaire du fondateur du PKK qui n'était pas incluse dans sa lettre : «Il est évident que pour la mise en œuvre pratique du désarmement et la dissolution du PKK, la reconnaissance d'une politique démocratique et d'un cadre juridique est nécessaire.» Cette remarque suggère que les dirigeants pourraient attendre certaines garanties et dispositions légales reconnaissant les droits des Kurdes en Turquie avant de prendre des mesures en faveur de la dissolution.

Et c'est là que la situation paraît la plus troublée. Depuis que Devlet Bahçeli, le chef du Parti d'action nationaliste (extrême

droite), allié du président Recep Tayyip Erdogan, a pris l'initiative, en octobre 2024, de tendre la main aux députés du DEM et d'inviter Abdullah Öcalan à venir annoncer devant le Parlement le démantèlement du PKK, aucune proposition sur la question kurde n'est venue de l'exécutif. Un cycle de consultations a été amorcé sans que ses objectifs soient clairement définis.

Le chef de l'Etat, qui s'est peu exprimé sur le sujet, a confirmé à plusieurs reprises la politique de «la main tendue aux frères kurdes», tout en accentuant la pression sur l'opposition, en particulier sur les élus DEM, dont dix maires ont été démis de leurs fonctions depuis leur élection en mars 2024. C'est le cas du populaire maire de Mardin et figure du mouvement kurde, Ahmet Türk, 82 ans, qui a lu le message d'Abdullah Öcalan, jeudi, en kurde dans l'hôtel d'Istanbul. Des vagues d'arrestations se sont succédé ces dernières semaines contre des centaines de personnes – militants politiques, élus, artistes, journalistes – accusées de «terrorisme».

«L'Etat turc n'a pas l'intention de démanteler le système qui a été mis en place depuis dix ans, les mesures autoritaires le signalent», explique Halil Karaveli, analyste de l'Institut Asie centrale-Caucase. Amélio-

«Pouvoir revendiquer la victoire sur le PKK donnerait un énorme coup de pouce»

AMBERIN ZAMAN
journaliste

rer les conditions de détention d'Öcalan ou faire des concessions aux Kurdes ne signifie pas qu'on est en train de commencer une révolution libérale. Toutefois, le cas échéant, il y aura des répercussions démocratiques inévitables.»

Processus obscur

Les détracteurs nationalistes et d'extrême droite d'Erdogan n'ont pas tardé à critiquer l'appel d'Öcalan. Ali Sehiroglu, vice-président du Parti de la victoire – Zafer (Partisi) –, a promis, dans un message sur X, d'annuler «ce processus obscur». «Nous ne laisserons pas la patrie turque être divisée», a posté Musavat Dervisoglu, chef du Bon Parti (Iyi Parti). La principale formation d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), qui s'est appuyé sur le vote des Kurdes lors des dernières élec-

tions, a, lui, soutenu l'initiative. Son président, Özgür Özel, a déclaré que l'appel était «important» et a exprimé l'espérance que le PKK en tiendrait compte.

Un des principaux objectifs de la démarche d'Erdogan auprès d'Öcalan, souligne la journaliste Amberin Zaman, est de creuser un fossé entre le CHP et le DEM avant la prochaine présidentielle, prévue en 2028. «Le fait de pouvoir revendiquer la victoire sur le PKK donnerait à M. Erdogan un énorme coup de pouce parmi les nationalistes, écrit-elle dans Al-Monitor. Les ouvertures faites à Öcalan, longtemps qualifiée de «tueur de bébés», permettraient de rallier suffisamment de Kurdes, selon le raisonnement du chef de l'Etat.»

Sur la chaîne progouvernementale A Haber, Efkhan Ala, vice-président de la formation du président, le Parti de la justice et du développement (AKP) et figure-clé des précédents pourparlers de paix, a été le premier à commenter le point de vue turc. «Le résultat de l'appel est que l'organisation terroriste se dissolve, et tout le monde doit faire un effort pour parvenir à ce résultat», a-t-il dit sur un ton assez direct, précisant dans la même phrase : «Si le terrorisme persiste, nous sommes déterminés à continuer à combattre.» ■

NICOLAS BOURCIER

Pour les Kurdes syriens, l'avenir se négocie à Damas, pas à Ankara

Le chef des forces kurdes de Syrie conditionne le départ des combattants du PKK à un cessez-le-feu avec la Turquie

BEYROUTH - correspondante

Le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, a assuré, jeudi 27 février, un «appel historique» du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, au mouvement armé à se dissoudre et à déposer les armes. La lettre d'Öcalan lui avait été transmise en amont par le président du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, qui a joué un rôle-clé dans les négociations avec Ankara. «L'appel à déposer les armes du PKK le concerne lui et ne concerne pas nos forces», a néanmoins précisé Mazloum Abdi.

Lui-même issu des rangs du PKK et proche d'Öcalan, le militaire kurde syrien de 58 ans fait valoir qu'il n'y a plus de lien organique entre le PKK et ses forces, ainsi qu'avec l'administration autonome kurde mise en place dans le nord-est du pays à la faveur du conflit syrien déclenché

en 2011. La Turquie, qui considère le PKK comme «organisation terroriste», ne voit pas les choses du même œil.

Depuis 2016, Ankara mène des opérations militaires contre les FDS, avec le soutien de factions syriennes, au motif que leur principale composante, les Unités de protection du peuple (YPG), est affiliée au PKK. Son administration autonome est dominée par le PYD, un parti syrien dans la mouvance du PKK. Des cadres du PKK y tiennent des postes-clés, comme les finances et l'énergie, un dossier central dans cette région riche en hydrocarbures.

Se revendiquant comme partie intégrante de la Syrie, les FDS ne veulent pas négocier leur avenir avec Ankara, mais avec Damas, où un nouveau pouvoir est en place sous la direction du président par intérim, Ahmed Al-Charaa, depuis la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024. «Nous ne voulons pas dissoudre les FDS,

au contraire, nous pensons que les FDS renforceront la nouvelle armée syrienne», a poursuivi Mazloum Abdi.

Les négociations engagées avec Damas sont au point mort. Le président de transition, Ahmed Al-Charaa, s'oppose aux exigences formulées par les Kurdes, notamment concernant une forme d'autonomie kurde du Nord-Est syrien et l'intégration des FDS au sein de la nouvelle armée syrienne sur une base collective. Les deux camps, résolus à trouver une issue diplomatique à leurs divergences, temporisent.

Le chef spirituel du PKK n'a pas évoqué la Syrie ou la question kurde à l'échelle régionale. Néanmoins, il a estimé qu'une fédération, une autonomie administrative ou des «solutions culturelles» ne sont pas de bonnes pistes. L'historien Boris James minimise cette mention. «Le discours d'Öcalan est extrêmement centré sur la Turquie. Il n'y aura pas, à mon avis,

de conséquences pour les acteurs kurdes qui pourraient avoir une action hors de la Turquie», estime-t-il. «Cela peut avoir des conséquences sur l'interprétation qui pourra en être faite par les uns et les autres, mais la discussion n'est pas close tant qu'il n'y a pas un geste de la Turquie qui irait dans le sens d'un dépôt des armes», poursuit l'historien.

C'est en substance ce qu'a suggéré le chef du PYD, Salih Muslim, estimant qu'il n'y aurait pas besoin d'armes si nous étions autorisés à travailler politiquement. Si les raisons du port d'armes disparaissent, nous les déposerons».

Risque de scission

L'engagement d'Ankara en faveur d'un cessez-le-feu avec les FDS pourrait y contribuer. Auquel cas, avait assuré le commandant Abdi, début janvier, les combattants non syriens au sein des FDS partiraient. Le leader kurde espérait que le discours d'Öcalan viendrait appuyer cette décision pour éviter

des divisions en interne, alors qu'il compte de nombreux détracteurs parmi les cadres du PKK. Le départ des membres étrangers du PKK, présents au sein des FDS comme de l'administration autonome, renforcerait l'autonomisation de ces instances.

Il revient désormais aux cadres du PKK, qui sont pour la plupart repliés dans les montagnes de la région de Qandil, dans le nord de l'Irak, d'interpréter le discours d'Öcalan. «La question n'est pas, pour eux, de déposer les armes. J'en serais très surpris car ce serait unilatéral, sans aucune action de la part de l'Etat turc», estime l'historien Boris James. Les cadres du PKK attendent des garanties du pouvoir turc quant à un cessez-le-feu et au devenir des cadres et des milliers de combattants.

Le PKK n'est plus aujourd'hui qu'un acteur parmi d'autres d'une mouvance kurde chapeautée par le Koma Civâkên Kurdistâne (KCK, Union des communautés du Kur-

distan), qui réunit aussi ses branches syrienne (PYD), iranienne (PJAK) et irakienne (PÇDK). «Le discours d'Öcalan pourrait entraîner une reconfiguration du leadership de la mouvance PKK, en consacrant un rôle de leadership majeur pour des personnalités comme Murat Karayılan [le chef de la branche armée du PKK] ou encore Cemil Bayık, le chef du KCK», explique Boris James.

Les cadres du PKK peuvent s'appuyer sur le PJAK iranien et le PÇDK irakien, qui ont renforcé leur présence dans une couronne allant de Qandil jusqu'au Nord-Est syrien, en passant par Souleimaniyé, Kirkouk et le Sinjar irakien, avec le soutien de l'Iran, et ce malgré les campagnes militaires menées par la Turquie dans le nord de l'Irak. Conscient du risque de scission au sein de la mouvance PKK, Abdullah Öcalan a appelé, dans son discours, à la tenue d'un congrès interne. ■

HÉLÈNE SALLON



IPSEN, DES GENS ORDINAIRES AVEC DES AMBITIONS EXTRAORDINAIRES POUR LES PATIENTS SOUFFRANT DE MALADIES RARES DU FOIE

7 000 maladies rares et ultra-rares sont répertoriées à ce jour. Seulement 5 % d'entre elles bénéficient d'un traitement approuvé alors qu'elles concernent 10 % de la population mondiale¹. Face à l'ampleur de l'enjeu, voilà 30 ans qu'Ipsen s'est engagé dans la lutte contre ces maladies pour améliorer et prolonger la vie des personnes qui en sont atteintes.

Depuis quelques années, le groupe biopharmaceutique français à dimension internationale a particulièrement accéléré ses efforts d'innovation dans le domaine des maladies rares du foie pour répondre aux besoins médicaux non couverts.

Une détermination au service des patients

Chez Ipsen, l'une de nos ambitions est d'aider les personnes atteintes de maladies rares du foie à vivre pleinement leur vie, chaque jour. Pour y parvenir, depuis 2020, Ipsen a procédé à des acquisitions et noué des partenariats à haute valeur ajoutée qui lui ont permis de concentrer ses efforts sur les **maladies rares du foie** comme les cholestases intrahépatiques familiales progressives (PFIC), le syndrome d'Alagille (ALGS) ou encore la cholangite biliaire primitive (CBP).

La cholangite biliaire primitive, une maladie du foie rare, invisible et insidieuse

En France, la CBP touche environ **20 personnes sur 100 000**, principalement des femmes (90 %) âgées de plus de 40 ans². Cette **maladie évolutive grave** provoque une inflammation chronique qui détruit les petits canaux biliaires du foie. Elle peut entraîner de graves complications comme le cancer du foie ou l'insuffisance hépatique et nécessiter une greffe de foie si la maladie est à un stade avancé³. Souvent silencieuse dans sa phase initiale, elle se cache derrière des symptômes qui peuvent être très invalidants : fatigue,

démangeaisons (prurit), douleurs articulaires...³ Pour les patients atteints d'une maladie rare comme la CBP, chaque jour qui passe présente d'innombrables défis : un diagnostic souvent tardif, l'isolement et le manque d'écoute, l'incompréhension voire la stigmatisation. Une situation que Jean-Yves Loze, Directeur Affaires Médicales Maladies Rares chez Ipsen France, résume en ces termes : « Au-delà de la difficulté de diagnostiquer et de traiter les maladies rares, l'impact qu'elles peuvent avoir sur le quotidien des patients est encore méconnu ».

Tout commence par l'écoute et le dialogue

Ipsen collabore avec près de **70 associations de patients** à travers le monde impliquées dans les maladies rares. Des échanges réguliers avec les patients dans le monde entier nous permettent d'identifier les besoins réels et les défis auxquels les patients atteints de maladies rares, telles que la CBP, doivent faire face. L'objectif est de mieux comprendre ce que les patients attendent d'un traitement, le soutien dont ils ont besoin à chaque étape du parcours de soin et ce qui pourrait améliorer la compréhension des maladies rares du foie de manière plus spécifique.

Faire toute la lumière sur les maladies rares du foie

Ipsen lance une campagne d'information auprès de la communauté médicale pour l'éclairer sur les attentes réelles des patients en termes de suivi et de qualité de vie. Nous sommes convaincus que la sensibilisation de toutes les parties prenantes sur les maladies rares du foie peut avoir un impact considérable : en réduisant le délai de diagnostic, en améliorant la prise en charge de la maladie, en faisant reculer la stigmatisation et en contribuant à créer des systèmes et des politiques de santé qui travaillent pour les patients et les familles.

Plus d'informations sur www.ipsen.fr

1. Plan national maladies rares 2018-2022. Partager l'innovation, un diagnostic et un traitement pour chacun. Ministère des Solidarités et de la Santé, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.
2. La cholangite biliaire primitive. Filfoie. Site internet. Consulté le 28 novembre 2024. <https://www.filfoie.com/glossary/cholangite-biliaire-primitive-cirrhose-biliaire-primitive/#1503932571027-b8318d9f-dfb6>
3. Protocole National de Diagnostic et de Soins (PNDS). Cholangite Biliaire Primitive. Novembre 2021.

« Si Israël persiste, les enfants du Golan vont résister »

Dans le sud de la Syrie, la population se mobilise contre le projet israélien de « zone de sécurité »

REPORTAGE

DERAAS, KUNEITRA ET SOUWEÏDA (SYRIE) - envoyé spécial

L'explosion a fait sursauter toute la famille. « Les fenêtres ont tremblé et les enfants pleuraient à cause des avions qui tournaient dans le ciel », lâche Oum Ali, en tirant calmement sur sa cigarette. Aux alentours de minuit, dans la nuit du mardi 25 au mercredi 26 février, douze véhicules blindés israéliens surmontés de mitrailleuse ont pénétré dans le village d'El-Bakkar, dans le sud de la Syrie, pour faire exploser un dépôt de munitions et de missiles abandonnés par l'armée syrienne à la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024.

« On a fini avec Bachar mais ce sont les Israéliens qui débarquent », fulmine la cheffe de famille. Au loin, derrière les collines, une enfilade d'éoliennes marque la frontière israélienne. « On vit à côté d'eux. On a peur qu'ils nous fassent partir de chez nous. Le droit à la terre, ils ne connaissent pas. Nous refuserons tout plan israélien de diviser la Syrie », poursuit-elle, en référence aux dernières menaces du premier ministre israélien.

Dimanche 23 février, Benyamin Nétanyahou a réclamé « la démilitarisation complète du sud de la Syrie dans les provinces de Kuneitra, Deraa et Souweïda ». Quarante-huit heures plus tard, simultanément au raid mené dans le village d'El-Bakkar, des avions israéliens ont bombardé deux sites militaires dans la banlieue de Damas et la province de Deraa. Ces frappes, qui ont fait au moins deux morts au sein de la nouvelle armée syrienne, s'ajoutent à des centaines d'autres menées par l'Etat hébreu à travers le pays depuis la prise de Damas par la coalition rebelle em-



Drapeau syrien après un rassemblement contre les frappes d'Israël près de Sour (Syrie), le 26 février.
ABDULMONAM EASSA POUR LE MONDE

ménée par les islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC).

« Nous ne permettrons pas que le sud de la Syrie devienne un autre Sud-Liban. Toute tentative des forces du régime syrien et des organisations terroristes de s'implanter dans la zone de sécurité du sud de la Syrie sera accueillie par le feu », a menacé, mercredi, Israel Katz, le ministre de la défense israélien. Ces déclarations ont suscité un vent de colère en Syrie, particulièrement dans les régions méridionales. Toute la semaine, de grands rassemblements et des manifesta-

tions se sont succédé dans les provinces de Souweïda, Deraa et Kuneitra, mais aussi à Damas, Homs et Alep et jusque sur la côte, dans le bastion alaouite de Lattaquié.

Dans le sud du pays, alors que Benyamin Nétanyahou a annoncé qu'Israël ne tolérerait « aucune menace contre la communauté druze du sud de la Syrie », tous les regards se sont tournés vers les montagnes de Souweïda, bastion de cette minorité religieuse qui pratique un culte ésotérique dérivé de l'islam chiite. A la chute du régime, les principaux groupes armés qui contrôlent la région ont dit qu'ils ne déposeraient pas les armes. Tout en dialoguant avec le nouveau gouvernement, ils expriment des réserves face à la présence des islamistes dans les arcanes du pouvoir. Pourtant, à Souweïda, les déclarations de M. Nétanyahou ont fait l'effet d'un électrochoc parmi la population, qui a organisé, mardi, une manifestation massive au cœur de la ville.

A Kuneitra, dernière province du sud de la Syrie, jouxtant la frontière israélienne, d'autres mani-

festations ont été organisées cette semaine. « Nous défendons l'unité du pays. Nous craignons qu'Israël joue sur un effet d'annonce : revendiquant une zone démilitarisée dans tout le sud pour obtenir à minima de garder leur contrôle sur la zone tampon », s'inquiète Dirar Al-Bachir, un activiste d'Al-Rafeed, un village niché au cœur de la zone dite démilitarisée instaurée en 1974 entre la Syrie et le plateau du Golan, occupé par l'Etat hébreu.

« L'histoire se répète »

Dans les heures qui ont suivi la chute du régime de Bachar Al-Assad, l'armée israélienne s'est emparée de la zone. En violation flagrante de l'accord, les forces israéliennes y ont construit, depuis, sept bases militaires et plusieurs postes d'observation, entraînant le déplacement forcé de centaines d'habitants. A l'intérieur du périmètre, les soldats israéliens mènent des patrouilles quotidiennes et multiplient les incursions au-dehors, en territoire syrien. « Ils font des enquêtes, récoltent des informations, établissent des statistiques. Ils se renseignent sur

le nombre d'écoles, d'enfants, de centres de santé, etc. », s'inquiète Omar Ismail, le mukhtar, chef du village, d'Al-Rafeed niché au cœur de la zone tampon.

Dans cette bourgade agricole de 5 000 âmes, les soldats israéliens ont proposé aux habitants de l'aide humanitaire, de la nourriture, de l'électricité, du carburant et du travail dans les champs ou sur les chantiers dans le Golan occupé par Israël, pour 70 dollars (67 euros) par jour. « Personne n'a accepté. Ils tâtent le terrain, cherchent à normaliser leur présence avant d'occuper pleinement notre terre. C'est une nouvelle stratégie de colonisation, plus pernicieuse et sophistiquée qu'à Gaza ou en Cisjordanie », dénonce Omar Ismail.

Dans la semaine du lundi 24 février, Benyamin Nétanyahou et son ministre de la défense, Israel Katz, ont tous deux affirmé que l'armée israélienne restera au sommet du mont Hermon et occuperà pour une durée indéterminée la zone tampon. « L'histoire se répète », se désole Khalida Al-Kherwish, dont la famille a été expulsée du Golan dans les années

1970. « Nous sommes des gens simples, nous ne voulons pas de problème avec nos voisins. Mais si Israël persiste et que notre gouvernement n'a pas les moyens de répondre, les enfants du Golan vont résister », prévient la vieille dame.

OMAR ISMAIL
chef du village d'Al-Rafeed

1970. « Nous sommes des gens simples, nous ne voulons pas de problème avec nos voisins. Mais si Israël persiste et que notre gouvernement n'a pas les moyens de répondre, les enfants du Golan vont résister », prévient la vieille dame.

Si le gouvernement intérimaire a condamné les attaques israéliennes et l'occupation de la zone démilitarisée au nom de la souveraineté du pays, il ne semble pas vouloir hausser le ton, demandant plutôt à la communauté internationale de faire pression sur le gouvernement israélien pour « mettre fin à l'agression ». Le fragile équilibre de la transition syrienne est en jeu. Alors que les nouvelles autorités tâtonnent pour installer un semblant d'Etat, Israël en profite pour avancer ses pions.

« Israël constitue la principale menace à la transition syrienne. Nétanyahou n'a aucune ligne rouge, la communauté internationale le laisse faire ce qu'il veut. De son côté, Ahmed Al-Charaa est confronté en interne à des défis multiples et immenses pour stabiliser la Syrie. Il peut difficilement hausser le ton face à Israël tant qu'il est sous la pression des sanctions américaines et qu'il n'a pas reçu un soutien franc et clair des pays arabes », analyse, à Damas, Osama Abou Zeid, ancien consultant pour l'organisation Geneva Call.

Le président de la transition, Ahmed Al-Charaa, s'est d'ailleurs lancé dans une tournée régionale. Reçu à Amman, mercredi, par le roi Abdallah II de Jordanie, il devrait se rendre dans la foulée au Qatar et aux Emirats arabes unis, et pourrait participer au sommet arabe sur la question palestinienne, organisé au Caire le 4 mars. Nul doute que les menaces israéliennes seront au cœur des discussions. ■

ELIOTT BRACHET

L'armée de l'Etat hébreu veut rester « indéfiniment » dans le sud du Liban

Le ministre israélien de la défense, Israel Katz, a indiqué, jeudi 27 février, que l'armée israélienne allait rester « indéfiniment » dans la zone tampon à la frontière avec le Liban, où un cessez-le-feu est en vigueur depuis le 27 novembre 2024, après deux mois de guerre ouverte avec le Hezbollah. « Il y a une zone tampon, ce n'était pas facile, mais j'ai tenu bon ; nous avons reçu le feu vert des Etats-Unis, nous leur avons donné une carte, et nous restons indéfiniment », a-t-il déclaré, dans un communiqué. L'armée israélienne devait se retirer du sud du Liban le 18 février. Ce jour-là, M. Katz avait annoncé le maintien de troupes dans « cinq postes de contrôle », pour « garantir une sécurité totale pour toutes les localités du nord [d'Israël]. »

7-Octobre : l'armée israélienne reconnaît des défauts d'analyse

Dans une enquête interne publiée mercredi, la hiérarchie militaire admet s'être enfermée dans une perception erronée du Hamas

JÉRUSALEM - correspondance

Israël commence, pas à pas, à revenir sur le désastre du 7 octobre 2023. Les résultats d'une commission d'enquête interne, menée par l'armée israélienne, ont été présentés, mercredi 26 février, au *Monde* et à d'autres médias. Ce travail visera à débusquer des coupables qu'à tirer les leçons de cet échec monumental : près de 1200 Israéliens ont péri, ce jour-là, dans l'attaque des commandos du Hamas. Parmi eux, 800 civils, et quelque 400 membres des forces de sécurité, militaires et policiers. Et 251 personnes ont été prises en otage.

La faille essentielle peut se résumer ainsi : l'armée savait, sans comprendre ; elle connaissait, sans croire ; et disposait d'une masse d'informations – « nous étions accros au renseignement détaillé » – qu'elle a échoué à interpréter. Elle s'était enfermée depuis des années dans des conceptions erronées, se pensant à l'abri derrière le « mur intelligent », la clôture électrique, à plus de

1 milliard de dollars (960 millions d'euros), érigée autour de Gaza.

Les militaires ont rappelé les données de base de l'attaque. Celle-ci a commencé le 7 octobre 2023 à 6 h 29. Près de 5 600 combattants y ont participé dans un assaut mené en trois vagues successives. Les deux premières, de 6 h 30 à 7 heures, puis de 7 heures à 9 heures, ont été conduites par le Hamas exclusivement et ont causé la majorité des victimes du jour. La troisième, incluant d'autres groupes armés ainsi que des civils, a duré de 9 heures jusqu'au soir. La barrière a été franchie en quelque soixante points. Près de 5 000 roquettes ont été lancées. En face, les troupes de l'Etat hébreu ne comprenaient que 767 soldats, selon les médias israéliens.

Malgré tous les signalements, tous les avertissements, le 7-Octobre a représenté une surprise totale, qui s'est déclinée à quatre niveaux : la date de l'attaque, son ampleur, la mobilité des assaillants – en pick-up et à moto –, et la brutalité de leurs méthodes, assimilées, par l'armée israé-

lienne, à celles des djihadistes de l'organisation Etat islamique.

Principal enseignement de ce travail pour l'état-major : il n'est plus question de laisser une menace telle que le Hezbollah ou le Hamas se développer aux frontières de l'Etat hébreu, ni de « gérer » un conflit avec un ennemi perçu comme voulant la destruction d'Israël. L'armée israélienne, affaiblie ces dernières années, doit se renforcer et retrouver de la masse et de l'agilité. L'enquête a porté sur quatre axes : les perceptions stratégiques et tactiques de l'armée israélienne ; les failles du renseignement ; la nuit du 6 au 7 octobre ; et la contre-offensive pour reprendre le contrôle du territoire pris par les assaillants du Hamas.

Excès de confiance
Sur le premier axe, l'armée israélienne considère qu'une erreur fondamentale a été de considérer le Hamas comme une menace secondaire, et de traiter en priorité le Hezbollah et l'Iran. Le mouvement islamiste semblait pouvoir être contenu, grâce à une politique

de « gestion du conflit » mêlant « carotte et bâton », et passait pour n'être intéressé que par la gouvernance de Gaza. La principale menace posée par le Hamas ne concernait que les roquettes, qui étaient maintenues sous contrôle par le performant système de défense aérienne, dit « Dôme de fer ».

Les failles du renseignement ne relèvent pas d'un manque d'informations mais d'une incapacité à leur donner du sens, en raison d'un excès de confiance et du refus de remettre en cause des perceptions qui s'affirmaient avec le temps. L'armée n'a pas compris que, pour le Hamas, la gouvernance de Gaza était un moyen, pas une fin. Pourtant, l'organisation, alors gérée d'une main de fer par Yahya Sinouar, a défini l'idée d'une attaque massive dès 2016. En août 2021, l'armée a pris connaissance de plans précis d'une offensive à grande échelle. La préparation opérationnelle a été achevée en 2022, avec plusieurs niveaux d'objectifs. Au minimum, franchir la frontière, semer le chaos et la terreur dans les environs de Gaza,

s'emparer de quelques otages, et attendre la réponse israélienne à l'abri dans les tunnels.

Le niveau intermédiaire consistait à entraîner une mobilisation armée en Cisjordanie et en Israël, à la façon des émeutes qui ont secoué les villes mixtes du pays, en mai 2021, en écho à la guerre se déroulant alors à Gaza. Le niveau maximum était le déclenchement d'un conflit régional, dans l'espoir que l'Iran et le Hezbollah se joindraient à l'attaque. Dans les faits, ceux-ci n'ont soutenu le Hamas que de façon marginale, montrant les limites de la coordination de l'axe de la résistance. L'armée reconnaît aussi une érosion de la compréhension de l'*«altérité de l'ennemi»*, un manque de pensée critique, au profit d'une rassurante accumulation de données, mesurables, mais pas analysées.

Concernant la nuit du 6 au 7 octobre 2023, la rigidité des perceptions de la hiérarchie militaire l'a empêché de comprendre que les différents signaux enregistrés par ses services justifiaient de sonner l'alarme. Un nombre inhabituel

de cartes SIM israéliennes ont, par exemple, été activées cette nuit-là dans la bande de Gaza – mais cela s'était déjà produit dans le passé, sans conséquences.

Le dernier axe de l'enquête, la gestion de l'attaque et de la contre-attaque, a mis en lumière l'ampleur de l'échec de l'armée israélienne. La division de Gaza, censée arrêter les infiltrations, a été submergée pendant de nombreuses heures. La chaîne de commandement a été gravement perturbée, ralentissant la réponse de l'armée israélienne, alors que de nombreux individus, soldats et volontaires, jetaient leurs forces sans coordination dans la bataille.

Les résultats de cette investigation sont un premier pas. La majorité des Israéliens réclame une commission d'enquête d'Etat, pilotée par un juge indépendant. Mais Benyamin Nétanyahou s'y oppose. Une telle initiative pourrait être politiquement fatale au premier ministre, tant il a contribué à construire cette vision erronée du Hamas. ■

SAMUEL FOREY

DES PRODUITS TELLEMENT LOCAUX QU'ILS CONNAISSENT FORCÉMENT QUELQU'UN DE VOTRE FAMILLE.

Aujourd'hui, nous avons déjà 10 000 partenariats Producteurs d'Ici, des producteurs locaux se trouvant à moins de 70 kilomètres du magasin Intermarché où leurs produits sont vendus.



Intermarché

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE MANGER TROP GRAS, TROP SUCRÉ, TROP SALÉ. WWW.MANGERBOUGER.FR

Annonceur : ITM Alimentaire International - RCS PARIS 341 192 227 - SAS au capital de 149 184 € - Siège social : 24, rue Auguste Chabrières 75737 Paris Cedex 15 - Sous réserve d'erreurs typographiques - 2025.

P.1 • TRIBUNE Pr Daniel Scherman, Directeur de la Fondation Maladies rares • **TOURNANT** Mobiliser et fédérer grâce à l'innovation thérapeutique • **P. 2 • VOLONTÉ** Continuer de transformer la vie des patients atteints de maladies rares • **HANDICAP PEAU** Cultiver le lien hôpital-ville et privilégier l'implication des patients • **PRIORITÉ** Militons pour l'équité dans la prise en charge des patients • **P. 3 • MALADIES RARES NEURO-MUSCULAIRES** Continuer à oser l'innovation • **ENJEU** Réduire l'errance diagnostique pour ne pas rater le train du progrès • **CŒUR** Innover pour les patients et grâce à eux • **IMPLICATION** Le laboratoire Kyowa Kirin confirme son engagement • **P. 4 • PULMOTENSION** Un centre de référence et un réseau national au service de la prise en charge des patients atteints d'hypertension pulmonaire • **HTAP** Sensibiliser pour combattre l'errance diagnostique • **MALADIES RARES ENDOCRINIENNES** Une technologie novatrice au bénéfice des patients • **RÉVOLUTION THERAPEUTIQUE** De la recherche aux traitements.



→ TRIBUNE

Pr Daniel Scherman,
Directeur de la Fondation
Maladies rares.

THÉRAPIES GÉNIQUES : DE L'ESPOIR À LA RÉALITÉ

On dénombre plus de 8 000 maladies rares, dont 80 % sont d'origine génétique, c'est-à-dire causées par la modification d'un gène, appelée «mutation». A partir de ce constat, la recherche s'est dirigée vers la thérapie génique, qui consiste à agir sur le gène défectueux responsable d'une maladie, une fois que ce gène a été identifié. Une des stratégies de thérapie génique repose sur le remplacement de ce gène muté par un gène fonctionnel, qui est transporté dans les cellules malades via un virus rendu non infectieux par manipulation génétique. Dénormes progrès ont été récemment réalisés sur les plateformes technologiques d'administration des gènes aux patients qui utilisent des virus rendus non infectieux. Cette dynamique est cependant freinée par le coût très élevé de la production des vecteurs viraux modifiés, et par la nécessité de contrôler la réponse immunitaire du patient à ces produits. Une autre approche de thérapie génique repose sur la synthèse de petites molécules appelées oligonucléotides antisens et ARN interférent. Ces médicaments sont utiles lorsque la maladie rare est causée par la production de protéines toxiques, induite par des mutations de l'ADN des patients. Ils sont conçus pour entraîner la dégradation des produits toxiques. Là encore, des progrès extraordinaires ont été obtenus, à tel point qu'il suffit d'une injection sous-cutanée une ou deux fois par an pour obtenir une répression quasi complète du gène pathologique. Grâce à la dynamique de la recherche, plusieurs dizaines de médicaments de thérapie génique sont à ce jour disponibles, ou en étape finale de développement, pour le traitement, notamment des maladies rares graves comme la dystrophie de Duchenne ou l'amyo-trophie spinale infantile. Il faut souligner la contribution majeure du laboratoire Généthon de l'AFM-Téléthon à ces découvertes. Dernier point, et non des moindres : certaines thérapies géniques développées contre les maladies rares peuvent aussi traiter des maladies plus fréquentes, voire certains cancers. Ce potentiel bénéfique pour le plus grand nombre amplifie l'espoir de changer un jour radicalement le pronostic des maladies rares. ☐

Grand Angle

www.grandanglesante.fr

Spécial Maladies Rares

LA RÉVOLUTION EST EN MARCHE

L'écosystème des maladies rares n'a jamais été si dynamique. Patients, médecins et chercheurs avancent aujourd'hui groupés pour que l'espoir de millions de malades de vivre et de vivre mieux devienne réalité.

Depuis trente-cinq ans, la France est le théâtre d'une formidable aventure dans le domaine des maladies rares. Les filières Maladies rares se structurent, intensifiant le maillage des centres de prise en charge sur notre territoire, faisant du modèle français le meilleur au monde. Les Plans nationaux Maladies rares se succèdent, s'attaquant à des problématiques prégnantes : optimisation des techniques de diagnostic, réduction de l'errance diagnostique, accélération de la recherche de solutions thérapeutiques, prise en compte de la qualité de vie des patients, etc. Ainsi, les initiatives se multiplient pour aider au diagnostic des maladies rares et réduire l'errance diagnostique des patients : plate-formes de séquençage génomique très haut débit, analyse fine des déterminants de l'errance, mise en place de parcours de diagnostic accélérés et optimisation du parcours du patient en ville. L'énergie des associations de patients et la



conviction des médecins permettent aujourd'hui de placer les patients au centre de la recherche et développement, en les intégrant dans les protocoles d'études cliniques et en faisant de l'amélioration de leur qualité de vie une priorité. La compréhension des maladies avance et la recherche explose, avec toujours plus de pistes innovantes de traitement pour répondre aux maladies orphelines : thérapie génique, repositionnement de médicaments existants...

La notion d'équité devient centrale dans le parcours patient entre la ville et l'hôpital, tout

comme l'accès aux traitements ou la prise en compte des symptômes des patients. L'aventure continue, car il reste de nombreuses barrières à franchir : gagner en rapidité dans les études cliniques, optimiser les coûts de fabrication des médicaments, rendre les innovations plus accessibles aux patients, trouver des traitements pour les très nombreux malades qui sont en impasse thérapeutique, accentuer la prise en compte de la spécificité des maladies rares par les instances de santé et financer la recherche à la hauteur des besoins. ☐ Sandrine Guinot

Tournant → MOBILISER ET FÉDÉRER GRÂCE À L'INNOVATION THÉRAPEUTIQUE

Amgen renforce son engagement dans les maladies rares en s'attaquant à une complication ophtalmique rare d'une maladie thyroïdienne fréquente. Explications d'Isabelle Gaillard, Directrice médicale Cardio-Métabolique et Maladies rares, et Ludovic Dupont, Responsable médical senior Maladies rares Amgen France.



Isabelle Gaillard



Ludovic Dupont

Quelle est la nature de l'engagement d'Amgen dans les maladies rares ?

Isabelle Gaillard Pionnier des biotechnologies médicales depuis quarante-cinq ans, Amgen allie technologies de pointe et ressources du vivant, en se concentrant sur les besoins médicaux importants. En marge de notre stratégie d'innovation dans le purpura thrombopénique idiopathique ou des formes rares de cancer, nous accélérerons la dynamique de notre engagement avec l'acquisition récente d'Horizon Therapeutics. Cette nouvelle orientation étend notre expertise aux maladies rares en immunologie et en ophtalmologie notamment. Notre leitmotiv : concevoir des traitements qui transforment la vie des patients.

Quelle est cette complication rare que vous ciblez aujourd'hui ?

Isabelle Gaillard, Ludovic Dupont Il s'agit de l'ophtalmopathie basedowienne, qui touche de 25 à 40 % des malades atteints de la maladie de Basedow, une pathologie de la thyroïde. Cette maladie auto-immune inflammatoire grave, très invalidante, affecte les tissus orbitaires, provoquant une exophthalmie – l'œil qui sort du globe oculaire – une rétraction de la paupière laissant l'œil

quasi toujours ouvert, et une diplopie – ou vision double. Les malades, principalement des femmes, sont défigurés et leur pronostic visuel peut être engagé à court terme. Les formes modérées à sévères de la maladie concernent un tiers des cas. L'enjeu esthétique est fort, et l'enjeu fonctionnel très impactant sur la qualité de vie des patients.

de médicaments anti-inflammatoires et d'immunosuppresseurs – sans démonstration scientifique robuste de leur efficacité – et sur des procédures chirurgicales lourdes. Nous nous sommes attachés à comprendre les causes de la maladie pour concentrer notre recherche sur des traitements à mécanismes d'actions spécifiques de la physiopathologie de la maladie.

Notre médicament – destiné aux formes modérées à sévères de la maladie – bloque la maladie à sa source, c'est-à-dire la cascade inflammatoire, mais aussi les processus de remodelage tissulaires à l'origine des symptômes de la maladie, l'empêchant ainsi de progresser.

Autre particularité de notre traitement : son arrivée motive la structuration d'un réseau d'experts de la maladie et catalyse la rencontre entre les associations de patients et le monde du soin. C'est essentiel pour les patients, car cela place leurs symptômes et leur qualité de vie au centre des interrogations et des préoccupations des acteurs de la prise en charge de leur maladie. ☐ S.G.

Information communiquée en collaboration avec le laboratoire Amgen.



MAGAZINE
DENVER, VILLE SANCTUAIRE
DES MIGRANTS

idées

“ Le système international à l'épreuve
de la défection américaine ”

Le Monde WEEK-END

SAMEDI 1^{ER} MARS 2025 - 81^{ÈME} ANNÉE - N° 24934 - 5,50 € - FRANCE MÉTROPOLITaine - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

A69 : les travaux arrêtés au nom de l'éologie

► Le tribunal administratif de Toulouse a annulé, jeudi, l'autorisation environnementale de l'A69, un projet autoroutier entre Castres et Toulouse

► Sept ans après le décret de déclaration d'utilité publique et deux ans après le début du chantier, les travaux, déjà largement commencés, sont mis à l'arrêt

► Pour le tribunal, les bénéfices attendus du projet sont « trop limités » pour justifier les « dérogations à l'interdiction de porter atteinte » à l'environnement

► Cette victoire des opposants est un camouflet pour l'Etat et pour le concessionnaire Atosca, selon qui 300 millions d'euros ont déjà été engagés

► Le ministère des transports a annoncé faire appel de la décision et souhaiter dans l'intervalle la reprise du chantier

PAGE 14

FRANÇOIS HOLLANDE
« DONALD TRUMP
N'EST PLUS
NOTRE ALLIÉ »

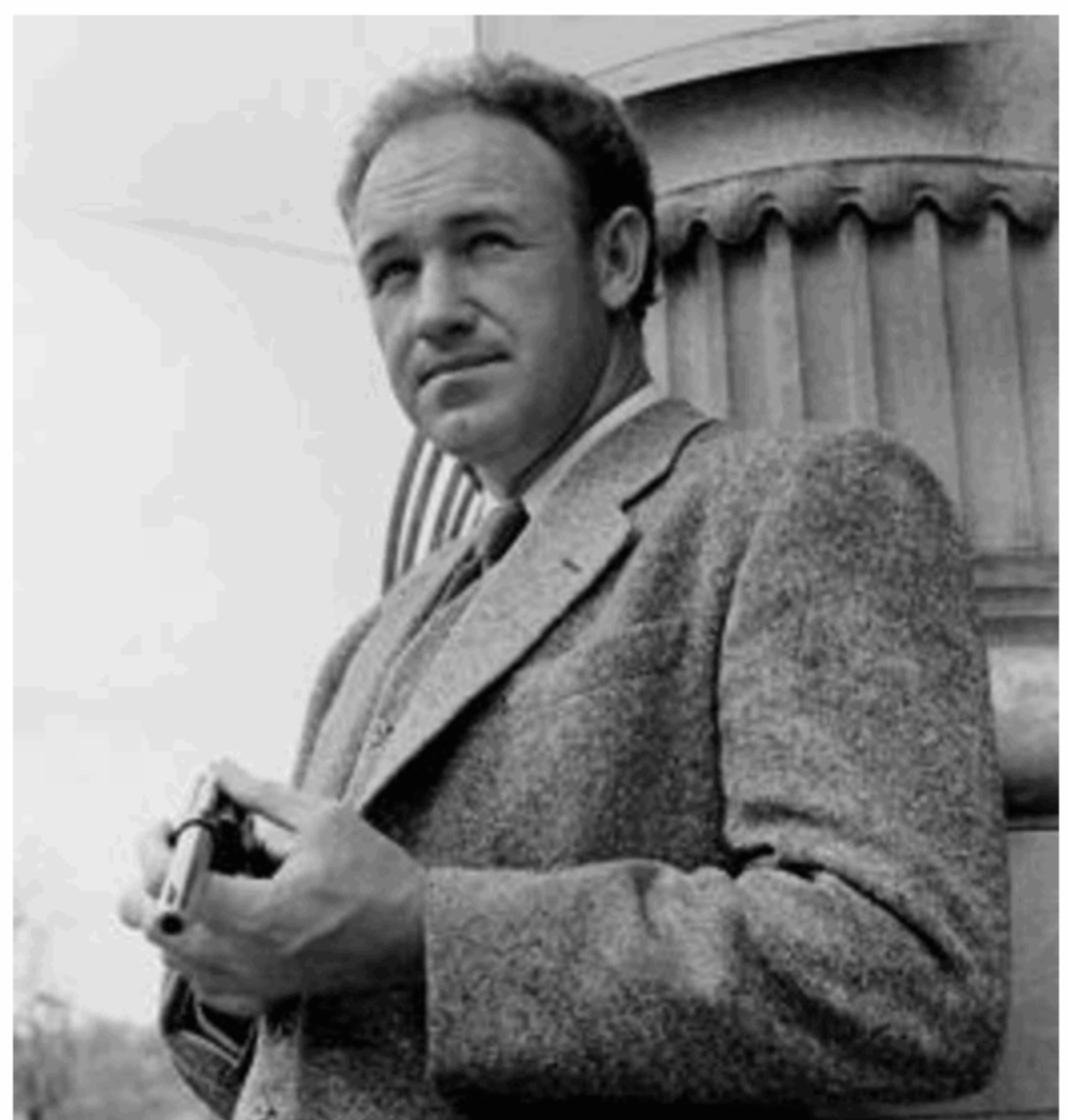
► Pour l'ancien chef de l'Etat, le mandat du président américain marque « une rupture profonde »
► « L'offensive de Trump n'est pas qu'économique, elle est aussi idéologique et impériale », estime-t-il
► Face au Britannique Keir Starmer, Trump a réaffirmé sa « confiance » en Vladimir Poutine

PAGE 15 ET PAGES 2 ET 3



Dans ses bureaux,
à Paris, le 27 février.
KAMIL ZIHNOGLU POUR « LE MONDE »

Disparition Gene Hackman,
figure du Nouvel Hollywood



Dans le film « Bonnie and Clyde », en 1967. ABACA

L'ACTEUR AMÉRICAIN, star de *French Connection* et de *Conversation secrète*, retiré des écrans depuis plus de vingt ans, a été re-

Justice
Dans la famille Le Scouarnec, un roman familial et de noirs secrets

Au procès de l'ex-chirurgien Joël Le Scouarnec, les témoins dressent le portrait d'une famille hantée par les violences sexuelles

PAGE 17

Biodiversité
La COP16 arrache un accord sur les financements

PAGE 14

Le Monde des vins
Révolution blanche dans les vignobles français

SUPPLÉMENT

ÉDITORIAL
C8 : L'INSIDIEUX DÉBAT
SUR LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION
P. 36 ET ÉCONOMIE P. 21

Syrie
Mobilisation contre la « zone de sécurité » voulue par Israël

Benyamin Nétanyahou a réclamé la « démilitarisation complète » de trois provinces du Sud syrien, et a assuré qu'Israël protégerait les Druses. Des annonces accueillies par des manifestations

PAGE 6

Transports
La SNCF dégage des bénéfices dans un climat d'inquiétude

Alors que les syndicats s'alarment du remplacement, au printemps, du PDG sortant, Jean-Pierre Farandou, l'entreprise a annoncé un résultat net positif de 1,6 milliard d'euros en 2024

PAGE 20



Maladies rares neuromusculaires → CONTINUER À OSER L'INNOVATION

PDG de Biogen France, Marina Vasilou revient sur l'impact de la R&D menée avec succès par cette biotech pionnière et sur la nécessité de mieux reconnaître le progrès thérapeutique pour faciliter l'accès aux innovations.

Biogen est engagée dans la prise en charge des maladies rares neuromusculaires. Quelles solutions apportez-vous aux patients ?

Crée il y a près de cinquante ans par deux Prix Nobel, Biogen est une entreprise de biotechnologie pionnière, avec un ancrage fort dans l'innovation thérapeutique consacrée aux maladies rares et sans solutions. Nous sommes fiers d'apporter des thérapies répondant à des besoins urgents dans plusieurs maladies rares neuromusculaires. C'est le cas pour l'amytrophie spinale : sans traitement, les enfants atteints de la forme la plus sévère décèdent généralement avant l'âge de 2 ans. Nous avons mis à disposition le premier traitement autorisé dans cette pathologie. Grâce aux nouvelles thérapies, le cours de la maladie a radicalement changé. Nous sommes aussi engagés dans l'ataxie de Friedreich, ainsi que dans une forme génétique ultra-rare de la maladie de Charcot. Dans ces maladies, nous sommes à l'origine des premiers traitements autorisés en Europe.

Quelles sont les spécificités de la R&D dans le domaine des maladies rares ?

Aujourd'hui, seulement 5 % des maladies rares disposent d'un traitement spécifiquement conçu pour elles. Cela signifie que 95 % restent sans solution ! Les obstacles sont nombreux, notamment la faible taille des populations dans les études cliniques, conséquence de la faible prévalence des pathologies. De plus, la compréhension des mécanismes à l'origine de ces affections est encore incomplète et complique le processus. Dans le cadre des maladies rares, la recherche fait face à un double enjeu : éthique et rapidité. Les patients ne peuvent pas se permettre d'attendre des années avant de disposer de traitements. Dans certains cas, comme la sclérose latérale amyotrophique (SLA), l'espérance de vie après l'apparition des premiers symptômes ne dépasse pas en moyenne trois à cinq ans. Ce délai rend complexe la réalisation d'une étude clinique classique avec placebo et donc l'obtention de



© vphnleek.com-Biogen / DR

résultats pouvant être pris en compte avec la méthodologie actuelle d'évaluation des traitements.

Quel regard portez-vous sur l'innovation dans les maladies rares en France ?

La France dispose de réels atouts. Grâce aux ambitieux plans nationaux qui ont structuré l'écosystème,

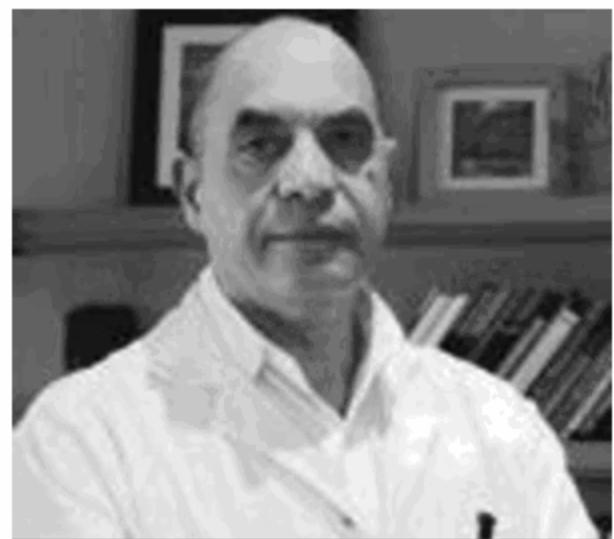
à l'excellence des 23 filières Maladies rares et à l'engagement des cliniciens et représentants des patients, notre pays a de solides ressources du stade de la recherche jusqu'à l'expérience patients. Cette dernière étape est essentielle pour poursuivre l'évaluation des traitements dans la vraie vie, via le recueil des données des accès précoce ou en vie réelle. Là aussi, la France innove. Nous déployons, par exemple, le premier partenariat public-privé entre un industriel et la Banque Nationale des Données dans les Maladies Rares (BNDMR) dans le cadre d'un accès précoce, pour accroître la collecte et l'analyse des données et améliorer la prise en charge.

Pour autant, on critique souvent le dispositif d'évaluation des thérapies...

Il est nécessaire de mieux adapter l'évaluation des traitements aux spécificités des maladies rares, notamment en prenant davantage en compte les données en vie réelle issues des accès précoce et des registres. Par ailleurs, il est complexe

de mener dans les maladies rares des études sur le modèle standardisé de la recherche clinique en raison du faible nombre de patients et de données, de critères d'efficacité et d'évaluation peu adaptés, et du manque de traitements comparateurs. En conséquence, les avancées apportées par les nouvelles thérapies ne sont pas suffisamment reconnues en France, alors même que l'Agence européenne des médicaments a pu autoriser ces traitements, notamment sur la base de critères exploratoires. Un Comité de Transparence spécifique aux maladies rares pourrait être une solution, ainsi qu'un modèle identique à celui de l'Allemagne, qui permet de reconnaître un bénéfice clinique difficile à quantifier. L'évaluation européenne commune (EUHTA) est une chance de garantir un accès équitable aux traitements pour tous les patients européens. C'est une condition sine qua non pour que la France conserve son attractivité pour la recherche dans les maladies rares. © Pierre Mongis

Enjeu → RÉDUIRE L'ERRANCE DIAGNOSTIQUE POUR NE PAS RATER LE TRAIN DU PROGRÈS



© Filnemus / DR

La filière de santé Maladies rares neuromusculaires Filnemus livre une analyse approfondie des déterminants de l'errance diagnostique et des réponses à y apporter.

Echange avec le Pr Shahram Attarian, coordinateur de Filnemus.

Parlez-nous de la filière Filnemus. Le champ des maladies neuromusculaires rares - environ 400 malades et 60 000 malades suivis - couvre les maladies musculaires, de la transmission neuromusculaire, du nerf périphérique, du neurone

moteur et mitochondriales. Mise en place en 2014, la filière Filnemus comprend 68 centres labellisés qui assurent le diagnostic, le soin et, pour certains, l'enseignement et la recherche dans le domaine. La force de Filnemus réside notamment dans le maillage très homogène des centres de prise en charge, qui permet à n'importe quel patient français un accès à l'un de ces centres.

On sait qu'une mise sous traitement retardée est une perte de chance pour le patient. L'errance diagnostique est-elle importante dans les maladies neuromusculaires rares ?

Depuis 2020, nous assistons à une révolution dans la découverte de traitements innovants : repositionnement de thérapies classiques, nouvelles molécules créées par intelligence artificielle, médicaments qui agissent sur l'ARN, thérapies géniques, etc., et le diagnostic est essentiel pour que les patients puissent bénéficier de ces traitements. Le nombre et l'hétérogénéité des maladies neuromusculaires rares rendent le domaine d'expertise complexe, ce qui favorise l'errance. Un énorme tra-

vail d'analyse de 47 000 dossiers de patients au sein de la quasi-totalité des centres du réseau Filnemus a montré qu'un patient sur cinq était en errance diagnostique pendant huit à dix ans. C'est inacceptable, tant pour les patients que pour les médecins qui les soignent.

Comment expliquer cette errance et comment y remédier ?

Le parcours du patient en ville prend beaucoup de temps, car les médecins de première ligne ne sont pas formés sur les maladies neuromusculaires rares. Dans nos centres spécialisés, la durée de diagnostic est allongée du fait de la complexité et de la multiplicité des examens que le patient doit subir, des délais de rendez-vous et de la surcharge de travail des soignants. Pour autant, les progrès sont très rapides sur le front des moyens diagnostiques et des traitements. Il est impératif que notre écosystème soit capable d'y accéder, de les intégrer et de les adopter. Cela implique de disposer de personnel et de le former en conséquence. Le système français dans les maladies rares est pionnier dans le monde et doit le rester. © S. G.

Cœur → INNOVER POUR LES PATIENTS ET GRÂCE À EUX

La filière Cardiogen développe activement la médecine personnalisée dans les maladies rares cardiaques héréditaires. Précisions du Pr Philippe Charron, coordonnateur de la filière Cardiogen, hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris.



© DR
Pr Philippe Charron

cardiogen
Filière nationale de santé
maladies cardiaques héréditaires rares

Créé en 2014, Cardiogen coordonne, anime et structure l'ensemble des acteurs de la prise en charge des maladies cardiaques héréditaires : cardiomyopathies, troubles du rythme cardiaque et cardiopathies congénitales complexes, causes majeures de mort subite et d'insuffisance cardiaque du sujet jeune. La filière coordonne notamment un plan de développement d'outils d'éducation thérapeutique en collaboration avec les associations de patients. Cette personnalisation de la prise en charge permet l'autonomisation nécessaire à une autogestion pérenne de la maladie. Une plateforme numérique innovante à destination des médecins et des patients mutualise ces outils et permet partage et homogénéisation des pratiques en France. Nous avons créé un centre national de ressources psychologiques pour aider à l'égalité d'accès des patients aux psychologues et sensibiliser les soignants à l'impact psychologique de ces maladies. Autre innovation à l'actif de la filière : le développement d'un test génétique d'urgence permettant d'identifier rapidement un risque de mort subite chez un patient, pour décider la mise en place d'un défibrillateur en urgence. Enfin, la recherche avance sur de nouvelles classes de médicaments, dans lesquelles la thérapie génique tient toute sa place. © S. G.

www.filiere-cardiogen.fr

Implication → LE LABORATOIRE KYOWA KIRIN CONFIRME SON ENGAGEMENT

En septembre 2024, la filiale française du groupe japonais Kyowa Kirin a franchi une étape clé en devenant société à mission. Ce statut, introduit en France par la loi Pacte de 2019, permet aux entreprises d'intégrer des objectifs sociaux et environnementaux à leur stratégie, dépassant la simple recherche de rentabilité.

Pour les laboratoires spécialisés dans les maladies rares, il s'agit presque d'une évidence : redéfinir leur rôle dans la société. Kyowa Kirin l'illustre avec sa raison d'être, centrée sur les patients atteints de maladies rares, à travers trois piliers qui guident son action :

❶ PATIENTS : entre errance diagnostique, fragmentation de la prise en charge, isolement social et impact financier, les patients sont au cœur de la feuille de route du laboratoire.

❷ INNOVATION : Kyowa Kirin s'engage pour une innovation médicale, mais aussi dans la recherche de solutions pragmatiques pour améliorer la prise en charge au quotidien.

❸ INTÉGRITÉ : en tant que laboratoire, c'est à la fois dans ses pratiques externes mais aussi envers ses collaborateurs que le laboratoire promeut la transparence, l'éthique, le respect et la responsabilité collective.

L'entreprise s'est dotée d'un comité de mission mixte, avec des repré-



L'équipe Kyowa Kirin

sentants de la société (médecins, association de patients, pharmaciens) et des collaborateurs internes pour préparer et assurer le suivi de ces engagements. « Ce statut marque une évolution majeure pour notre filiale qui aspire à bâtir un avenir plus équitable et durable, en plaçant les patients au cœur de nos priorités », déclare Emilie Bugeat-Toussaint, Présidente de Kyowa Kirin Pharma. © S. G.

KKI/FR/KKI/0113 - Février 2025
Information communiquée par Kyowa Kirin



MAGAZINE
DENVER, VILLE SANCTUAIRE
DES MIGRANTS

idées

“ Le système international à l'épreuve
de la défection américaine ”

Le Monde WEEK-END

SAMEDI 1^{ER} MARS 2025 - 81^{ÈME} ANNÉE - N° 24934 - 5,50 € - FRANCE MÉTROPOLITaine - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

A69 : les travaux arrêtés au nom de l'éologie

► Le tribunal administratif de Toulouse a annulé, jeudi, l'autorisation environnementale de l'A69, un projet autoroutier entre Castres et Toulouse

► Sept ans après le décret de déclaration d'utilité publique et deux ans après le début du chantier, les travaux, déjà largement commencés, sont mis à l'arrêt

► Pour le tribunal, les bénéfices attendus du projet sont « trop limités » pour justifier les « dérogations à l'interdiction de porter atteinte » à l'environnement

► Cette victoire des opposants est un camouflet pour l'Etat et pour le concessionnaire Atosca, selon qui 300 millions d'euros ont déjà été engagés

► Le ministère des transports a annoncé faire appel de la décision et souhaiter dans l'intervalle la reprise du chantier

PAGE 14

FRANÇOIS HOLLANDE
« DONALD TRUMP
N'EST PLUS
NOTRE ALLIÉ »

► Pour l'ancien chef de l'Etat, le mandat du président américain marque « une rupture profonde »
► « L'offensive de Trump n'est pas qu'économique, elle est aussi idéologique et impériale », estime-t-il

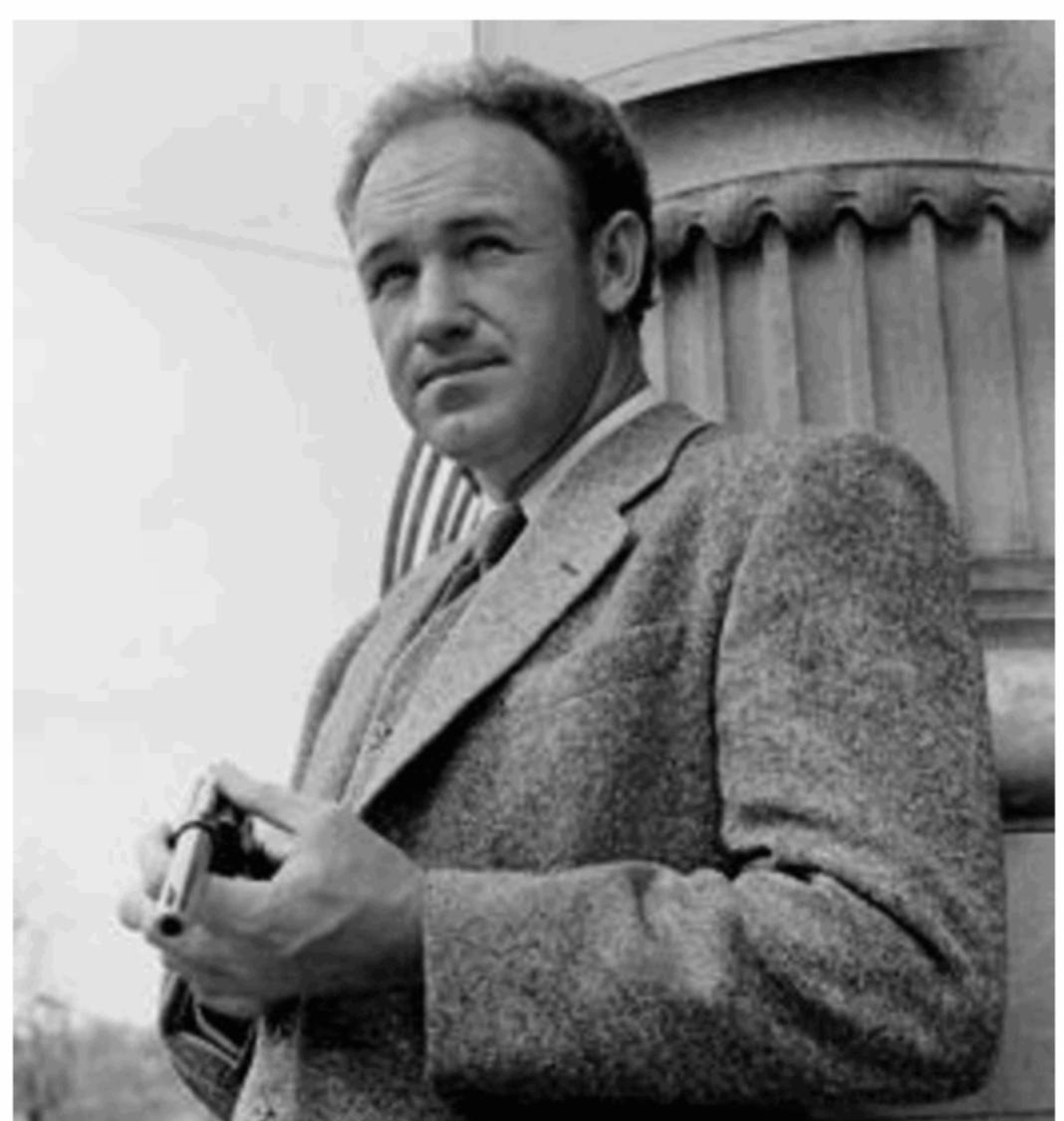
► Face au Britannique Keir Starmer, Trump a réaffirmé sa « confiance » en Vladimir Poutine

PAGE 15 ET PAGES 2 ET 3



Dans ses bureaux,
à Paris, le 27 février.
KAMIL ZIHNOGLU POUR « LE MONDE »

Disparition Gene Hackman,
figure du Nouvel Hollywood



Dans le film « Bonnie and Clyde », en 1967. ABACA

L'ACTEUR AMÉRICAIN, star de « French Connection » et de « Conversation secrète », retiré des écrans depuis plus de vingt ans, a été retrouvé mort à 95 ans, mercredi 26 février, aux côtés de son épouse, Betsy Arakawa.

PAGE 31

Justice
Dans la famille Le Scouarnec, un roman familial et de noirs secrets

Au procès de l'ex-chirurgien Joël Le Scouarnec, les témoins dressent le portrait d'une famille hantée par les violences sexuelles

PAGE 17

Biodiversité
La COP16 arrache un accord sur les financements

PAGE 14

Le Monde des vins
Révolution blanche dans les vignobles français

SUPPLÉMENT

ÉDITORIAL
C8 : L'INSIDIEUX DÉBAT SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION
P. 36 ET ÉCONOMIE P. 21

Syrie
Mobilisation contre la « zone de sécurité » voulue par Israël

Benyamin Nétanyahou a réclamé la « démilitarisation complète » de trois provinces du Sud syrien, et a assuré qu'Israël protégerait les Druses. Des annonces accueillies par des manifestations

PAGE 6

Transports
La SNCF dégage des bénéfices dans un climat d'inquiétude

Alors que les syndicats s'alarment du remplacement, au printemps, du PDG sortant, Jean-Pierre Farandou, l'entreprise a annoncé un résultat net positif de 1,6 milliard d'euros en 2024

PAGE 20

